

Dépêche N°583109
Par Cyril DUCHAMP
Paris, Jeudi 29 mars 2018, 11:05:00

Bibliothèques universitaires : la "pression étudiante" se renforce particulièrement en France (étude européenne ADBU)



Avec l'augmentation continue du nombre d'étudiants, les bibliothèques universitaires européennes connaissent une "pression" démographique qui se fait particulièrement sentir en France, constate l'ADBU dans une étude présentée fin mars 2018. Malgré une hausse de la surface globale d'accueil qui a permis à la France de "rattraper la moyenne européenne", la situation devrait "se dégrader, au fur et à mesure de l'augmentation régulière du nombre d'étudiants". Interrogé par AEF, Christophe Pérales, directeur de l'ADBU, souligne également que d'un point de vue qualitatif "les espaces ne sont pas forcément toujours adaptés aux usages" nouveaux. De plus, si la France affiche des résultats satisfaisants au niveau national en termes de nombre de places, "la situation à Paris par contre n'est pas bonne du tout avec 0,3 m2 par étudiant contre 0,42 au niveau national".

Les surfaces d'accueil dans les BU ont augmenté en France jusqu'en 2015, permettant de "rattraper la moyenne européenne et de compenser l'augmentation des étudiants" mais "la situation devrait se dégrader", montre une étude (1) publiée par l'ADBU le 26 mars 2018. La croissance de l'effectif étudiant est en effet particulièrement visible en France (+8,8 % entre 2013 et 2016, soit plus de 130 000 étudiants supplémentaires) et "devrait se poursuivre dans les prochaines années". Selon l'étude, la France se situe "juste en dessous de la moyenne européenne" en termes de surfaces pour le public avec une moyenne de 0,45 m2 par étudiant contre 0,46 m2.

L'évolution est positive en France entre 2013 et 2016, périmètre de l'étude, avec une progression de 5,6 % de la surface totale des BU ouverte au public, à comparer avec une "très légère diminution" de -0,4 % en Allemagne. Interrogé par AEF, le directeur de l'ADBU Christophe Pérales y voit le résultat de "plans successifs après 1989" qui ont profité aux BU, en particulier dans les années 2000 et récemment avec le plan campus ([lire sur AEF](#)). Outre la crainte d'un ratio amené à devenir "de moins en moins bon" avec l'arrivée des nouveaux étudiants, le "bémol" est que la situation semble hétérogène sur le territoire avec en particulier à Paris une moyenne de 0,3 m2 par étudiant.

"LES ESPACES SONT LÀ, MAIS PAS FORCÉMENT ADAPTÉS AUX NOUVEAUX USAGES"

Selon les conclusions de l'étude, "en cas d'absence de nouveaux projets de construction", il faudrait trouver un moyen de rationaliser l'occupation des espaces mais 57 % sont aujourd'hui dédiés à l'accueil du public contre 48 % en Allemagne et 40 % en Suisse. La même difficulté existe pour le nombre de places, la France étant cependant pour cet indicateur "au-dessus" de la moyenne européenne avec 10,1 étudiants par place contre 13,5. Au Royaume-Uni le ratio est de 9,7 étudiants par place et en Allemagne de 19 étudiants par place. Une "piste de réflexion" proposée est de trouver une solution "hors des bibliothèques, dans le cadre d'un rapprochement de l'utilisation de la documentation dans la pédagogie".

Cependant, montre l'étude de l'ADBU, le "degré d'intégration des bibliothèques dans la pédagogie des établissements, s'il se renforce en France, est nettement moins marqué que dans d'autres pays européens". En conséquence, la France apparaît "en deçà de la moyenne européenne dans certains indicateurs d'usages" comme les entrées en bibliothèques par étudiant, les emprunts de documents sur support, la consultation des périodiques et des livres électroniques. Pour Christophe Pérales, le rapport de mars 2017 de l'IGB montre bien que "si les espaces sont là, ils ne sont pas forcément toujours adaptés aux usages" ([lire sur AEF](#)). L'inspection préconisait d'ailleurs de doubler le rythme actuel de construction des BU pour faire face à l'évolution démographique étudiante.

La question des horaires d'ouverture, synonyme aussi de nouveaux usages de fréquentation par les étudiants, est abordée dans l'étude. La situation française "reste très en deçà de la situation de tous les autres pays européens" étudiés à l'exception de la Hongrie, avec une moyenne de 59 heures par semaine et 235 jours par an contre 67,5 heures par semaine et 266 jours par an. Les Pays-Bas se distinguent par une moyenne de 98 heures par semaine, l'Allemagne affichant 70 heures par semaine et 290 jours par an. Toutefois, le plan ministériel "bibliothèques ouvertes" ([lire sur AEF](#)) produira ses effets uniquement sur 2017 et 2018, soit hors du champ de l'étude.

Un plan nécessaire d'environ 100 M€

Pour mettre à niveau les bâtiments existants afin de les adapter aux nouveaux usages des étudiants, permettre d'en ouvrir certains "partiellement" le soir ou le week-end, il faudrait un "plan national difficile à chiffrer, mais de l'ordre de 100 M€", estime Christophe Pérales.

Ce montant ne prend pas en compte les "constructions nouvelles nécessaires sur Paris ou la réhabilitation de bâtiments existants en BU". Ainsi, souligne le directeur de l'ADBU, "il manque à Paris plusieurs milliers de places ce qui nécessiterait un plan spécifique".

Une première étude d'indicateurs européens destinée à être poursuivie et affinée

Cette étude d'indicateurs a "un caractère inédit puisqu'il n'existe pas d'équivalent en Europe", assure Christophe Pérales. "Elle permet d'objectiver des choses et se positionner par rapport aux voisins européens" sur la base d'indicateurs élaborés avec une "vraie rigueur" après 6 mois de réflexion.

L'ADBU entend produire un tel document tous les ans avec un travail sur la "comparabilité des données" et pour "faire évoluer les indicateurs collectés". Ainsi, illustre Christophe Pérales, partout en Europe l'indicateur sur les horaires d'ouverture se fait sur la base de la "bibliothèque principale" alors qu'en France sont également prises en compte "les nombreuses antennes universitaires".

Autre "surprise" évoquée par Christophe Pérales : il n'est pour l'instant pas possible de "comparer les indicateurs sur les collections", certains pays retenant le critère des titres, d'autres des exemplaires, d'autres encore des "mètres linéaires" d'archives, la France retient les trois.

Pour les prochaines éditions de l'étude, **l'ADBU souhaite aussi "rendre les données beaucoup plus visibles"** en élaborant notamment "une vingtaine d'indicateurs clé communs avec des partenaires européens".

(1) "L'étude des indicateurs européens" de l'ADBU analyse la situation des bibliothèques universitaires françaises (donc hors bibliothèques des grandes écoles ou des organismes de recherche) par rapport aux autres pays européens. Les données récoltées proviennent de 14 pays sur la période 2013 à 2016 : Allemagne, France, Royaume-Uni, Espagne, Pays-Bas, Suède, Hongrie, Autriche, Suisse, Danemark, Finlande, Norvège, Irlande, Estonie.

Cette dépêche vous a été transmise avec l'aimable autorisation d'AEF, agence spécialisée d'information. Si vous souhaitez recevoir leurs informations, n'hésitez pas à vous connecter sur www.aef.info afin de découvrir le service pour une période d'essai gratuite.

Testez AEF